

APRES LA MORT DE DEUX PERSONNES SUR LA RN5

Les villageois de Guergour ferment la route

Avant-hier, et juste après l'enterrement de deux personnes du village de Guergour commune de Lakhdaria, décédées la veille des suites d'un accident de la circulation survenu sur la RN5, des centaines de villageois d'où sont natifs les deux défunts ont bloqué la circulation au niveau de l'endroit de l'accident, apprend-on hier de sources concordantes.

D'après ces sources, les villageois qui n'ont cessé de réclamer auprès des autorités locales la construction d'un pont pour rallier leur village, voulaient, après ce drame qui a coûté la vie à deux personnes, un surveillant et un lycéen, attirer l'attention des autorités sur la justesse de leurs revendications.

Pour rappel, le village de Guergour situé à l'ouest de la ville de Lakhdaria, et,



depuis la réalisation de l'autoroute, s'est retrouvé privé de voies d'accès. Pour y parvenir, surtout pendant l'hiver et vu l'impossibilité d'atteindre la route de Bouderbala à cause de l'oued de Bouamoud, les villageois se voient obligés de traverser l'autoroute. Et c'est en traversant celle-ci que le fourgon transportant les lycéens et un surveillant, fut

percuté à l'arrière par un camion semi-remorque, tuant sur le coup deux personnes, et blessant onze autres dont trois, se trouvant dans un état très grave, furent évacuées sur Alger.

Après la fermeture de la RN5, à la circulation pendant plus d'une heure, le président d'APC et le chef de daïra se sont déplacés sur les lieux. Ceux-ci, après

avoir écouté attentivement les doléances des villageois, ont promis de construire un échangeur avec un pont et la réfection de toutes les voies du village sur plus de 15 kilomètres.

Après ces promesses, les villageois ont quitté les lieux sans aucun heurt et la route a été rouverte à la circulation.

Y. Y.

BLIDA

La criminalité en nette régression

Dans un point de presse animé, dimanche dernier, par le colonel Abdelkader Belkheir, commandant du groupement de la Gendarmerie de Blida, il est apparu, à travers la lecture du bilan de l'année 2004, que le taux de criminalité a baissé de 11,56% par rapport à l'année dernière, ce qui représente un nombre de 115 infractions de moins.

En effet, durant l'exercice 2004, le groupement de gendarmerie de Blida a enregistré 879 crimes et délits pour lesquels 893 personnes ont été arrêtées dont 368 ont été écrouées.

Cette régression de la criminalité est due, selon le colonel Belkheir, aux efforts consentis par ses éléments pour traquer le mal dans toutes ses formes.

Néanmoins, il est fait remarquer que la drogue continue à sévir dans la wilaya de Blida puisque 56 affaires ont été constatées et pour lesquelles 68 personnes ont été appréhendées. Ces arrestations ont permis également la saisie de 6442 grammes de kif traité et 23 666 comprimés de psychotropes.

Le commandant du groupement de gendarmerie estime que l'éradication de ce fléau qui gangrène la société dépend de la mobilisation de tous. "Il faut que nos efforts soient conjugués si l'on veut arriver à résorber ce mal qui est en

train de pervertir notre jeunesse", soutiendra-t-il. L'autre phénomène abordé, mais qui perdure en causant continuellement des pertes humaines, est les accidents de la circulation. En dépit des campagnes de prévention et de sensibilisation, la route continue à être "la bête immonde" qui tue des centaines de personnes. En 2004, 100 personnes sont mortes et 1520 autres blessées.

A cet effet, il a été relevé 270 cas de dépassements dangereux et 153 autres d'excès de vitesse, qui tous ont provoqué des accidents aussi graves les uns que les autres.

Tout comme l'imprudence des piétons est mentionnée dans les rapports d'enquête de la gendarmerie qui chiffrent les cas à 101. Seulement, on apprend que les amendes forfaitaires dressées pour infractions au code de la route ne sont jamais ou presque payées. Sur les 95.503 PV établis, 302 ont été honorés d'où un

taux de paiement de 0,47%. Ceci a engendré, nous dit-on, un manque à gagner d'environ deux milliards de centimes. Pour les trafics de voitures, le groupement de Blida a enregistré 13 affaires contre deux en 2003. A ce sujet, 16 véhicules ont été saisis et 18 personnes arrêtées. Notons enfin que selon le colonel Belkheir l'autre route menant vers Chréa à

partir de Bouinan en passant par Tabainet a été rouverte à la circulation et sécurisée de bout en bout, et ce, jusqu'à une heure tardive de la nuit puisque des postes de surveillance sont dressés tout le long de la route. Ceci permet de rendre plus fluide la circulation surtout les week-ends qui connaissent des engorgements inextricables.

M. B.

IDJEUR / VILLAGE MEHAGA

A quand la réhabilitation du chemin communal ?

Long de 8 km et desservant quatre villages d'environ 12 000 habitants, le chemin communal reliant le chef-lieu de commune d'Idjeur à Mehaga dans la wilaya de Tizi-Ouzou est dans un piteux état.

Réalisé en tri couche il y a une vingtaine d'années, cette route qu'empruntent quotidiennement des centaines d'usagers n'a jamais bénéficié d'un projet de réhabilitation et ce, au mépris des multiples dégradations qu'elle ne cesse de subir depuis l'année 1985.

Se trouvant en altitude et aux confins de la forêt de l'Akfadou dans une région à forte pluviométrie, elle n'a

pas été épargnée par les intempéries qui se manifestent en hiver avec une violence inouïe, entraînant des éboulements et des affaissements de la chaussée.

Les dernières en date, celles de l'année 2000 en particulier, ont laissé des séquelles bien visibles sur ce tronçon qui décourage les plus téméraires des automobilistes.

Les efforts des équipes de la voirie communale de cette municipalité, comptant parmi les plus pauvres d'Algérie, consistant en des travaux de rafistolage de la chaussée, n'arrangent en rien ses usagers qui assistent impuissants à la dégradation effrénée de leurs véhicules acquis au prix de

lourds sacrifices. Même les collégiens et les lycéens pâtissent de la situation, notamment des derniers qui, scolarisés au chef-lieu de daïra de Bouzeguène à une vingtaine de kilomètres de leur domicile, sont obligés de se lever quotidiennement aux aurores pour être au rendez-vous des cours.

Cela n'est bien sûr pas sans soulever l'ire de la population, qui ne comprend pas pourquoi ce chemin communal d'importance n'a pas bénéficié du moindre projet de réhabilitation vingt ans après sa réalisation, cela alors que pratiquement toutes les routes de la région ont suscité l'intérêt des services de la direction des travaux publics".

S. Hammoum

NOUVELLES DE DJELFA

FLN

Rien ne va plus !

Au dernier virage du parcours, l'opération dérape. Les contestations fusent de partout. Toutes les assemblées générales sont presque remises en cause ! Plusieurs incidents sont signalés à travers les assemblées générales qui ont débuté depuis mardi dernier : voies de faits, tentatives de destruction de voitures appartenant aux superviseurs et enfin menaces verbales. Il serait opportun que les Cinq, présidés par Belkhadem, reviennent leur stratégie consistant au choix de la "démocratie aveugle".

L'exemple le plus illustratif qui aurait pu d'ailleurs tourner au drame, n'était l'intervention rapide des services de sécurité, est le chef-lieu de commune de Djelfa. Les présents, au nombre d'une centaine de personnes n'ayant aucune relation avec le FLN ont tenté d'imposer leur diktat en exigeant la révision séance tenante du quota alloué à Djelfa, à la hausse !

Les émissaires n'ont pu tenir leur assemblée car l'atmosphère était à hauts risques et ils n'ont pu rejoindre l'hôtel où ils sont descendus qu'après maints efforts de la police. Notons que parmi la foule en furie qui s'opposait carrément devant les émissaires qui tentaient de "fuir", "il y avait beaucoup qui étaient au bord de l'hystérie.

L'assainissement des associations s'accélère !

L'instruction du mois de juin émanant du ministre de l'Intérieur est en train de connaître une application en extenso. C'est ce que Aït Ahcen Rabah, le Drag, a déclaré au *Soir d'Algérie*.

En effet, plus de 1250 associations sont en passe de subir un audit organisationnel et de conformité par référence à la loi 90/31. A ce jour, 405 associations sont proposées à la dissolution parce que non réglementaires. 293 associations n'ont pu présenter leur bilan moral et financier revêtu du visa du secteur dont leur vocation dépend, et de ce fait, elles se voient également proposées à la dissolution.

Quant aux 555 restantes, elles sont en phase d'assainissement et risquent probablement de connaître une réduction. Selon le Drag, les prévisions tablent sur le maintien de deux cents associations et l'opération se poursuit toujours.

Abdelkader Zighem